

Newsletter, 16-19 avril 2018 - Session plénière - Strasbourg

[12-04-2018 - 16:35]

Séance plénière

Emmanuel Macron débat de l'avenir de l'Europe avec les députés	4
Le Président de la République française, Emmanuel Macron, sera le quatrième dirigeant européen à débattre de l'avenir de l'Europe avec les députés et le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, mardi matin.	
Facebook: les députés se penchent sur l'utilisation abusive des données personnelles de citoyens européens	5
Suite au scandale Facebook-Cambridge Analytica, les députés débattent de la protection des données et de la vie privée des citoyens en plénière mercredi.	
Économie circulaire: encourager le recyclage et réduire la mise en décharge	6
La part des déchets municipaux à recycler passera de 44% aujourd'hui à 55% d'ici 2025, conformément à une législation sur l'économie circulaire qui sera mise aux voix mercredi.	
Protection nationale de l'environnement et projets de foresterie: vote final	8
D'ici 2030, le CO2 émis par les secteurs du transport, de l'agriculture, de la construction et des déchets doit être réduit de 30%, et les émissions de CO2 doivent être compensées par le CO2 absorbé par les forêts et l'utilisation des terres.	
Encourager les économies d'énergie dans les bâtiments de l'UE	9
La plénière se prononcera sur de nouvelles règles visant à garantir une efficacité énergétique maximale dans les bâtiments de l'UE d'ici 2050.	
Assassinat de Ján Kuciak: des mesures sont nécessaires pour protéger les journalistes dans l'UE	10
Suite à l'assassinat du journaliste d'investigation Ján Kuciak et de sa fiancée Martina Kušnírová, les députés appelleront jeudi à des mesures visant à renforcer la protection des journalistes dans toute l'UE.	
Alimentation bio: de nouvelles règles européennes pour soutenir le secteur	11
De nouvelles règles sur la certification et l'étiquetage des produits alimentaires biologiques seront débattues mercredi et votées jeudi. Elles devraient contribuer à accroître la production biologique dans l'UE.	
Homologation des voitures: de nouvelles règles de l'UE pour éviter d'autres fraudes en matière d'émissions de gaz à effet de serre	12
Le Parlement devrait approuver de nouvelles règles en matière de "réception par type" de véhicules afin de garantir que les voitures sur les routes soient propres et sûres.	
Rendre publiques les informations sur les bénéficiaires effectifs finaux d'entreprises	13
À l'avenir, tout citoyen pourrait avoir accès à des informations sur les propriétaires réels d'entreprises opérant dans l'UE. La proposition s'inscrit dans le cadre de la cinquième mise à jour de grande ampleur de la directive européenne sur la lutte contre le blanchiment d'argent, dont les députés débattent mercredi avant le vote prévu jeudi.	
Débat sur le sommet européen du mois de mars	14
Mercredi matin, les députés débattent des conclusions de la réunion des dirigeants de l'UE des 22-23 mars à Bruxelles avec le Président du Conseil européen, Donald Tusk. Le sommet s'est concentré sur le commerce, les négociations relatives au Brexit, la fiscalité, l'Europe numérique et la réforme de la zone euro.	
Examen de la nomination du secrétaire général de la Commission européenne	15



Séance plénière

Les députés s'apprêtent à voter une résolution sur les leçons à tirer et la voie à suivre suite à la nomination controversée du secrétaire général de la Commission européenne, Martin Selmayr.

De nouvelles règles de financement pour les partis politiques européens	16
De nouvelles règles visant à garantir une utilisation correcte des fonds publics lors du financement des fondations et partis politiques européens seront mises aux voix mardi.	
L'UE doit financer les organisations de la société civile afin de sauvegarder les valeurs européennes	17
Mardi, les députés appelleront à un nouvel instrument pour les valeurs européennes, afin de soutenir les organisations de la société civile qui sont actives aux niveaux local et national pour promouvoir et protéger les valeurs fondamentales.	
Lutter contre l'inégalité des genres dans les médias et émanciper les femmes par le secteur numérique	18
Les pays de l'UE devraient surveiller la présence et l'avancement des femmes dans les médias et la Commission européenne devrait agir pour traiter la fracture numérique entre les hommes et les femmes, devraient affirmer les députés lors un débat lundi.	
Les députés voteront pour des outils de politique extérieure de l'UE plus efficaces	19
Les instruments de financement extérieur de l'UE devraient être plus stratégiques et flexibles afin de renforcer la position de l'UE dans le monde, diront les députés dans une résolution débattue mardi et mise aux voix mercredi.	
Débat sur la Syrie, la Russie et les négociations de paix avec la Corée du Nord .	20
L'escalade de la guerre en Syrie, après l'attaque présumée aux armes chimiques à Douma, dans la banlieue de Damas, fera l'objet d'un débat mardi après-midi avec la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini. Un autre débat suivra sur la situation en Russie et la dénucléarisation de la péninsule coréenne.	
Vote final sur la gestion du budget de l'UE	21
Les députés évalueront au travers d'un vote jeudi la façon dont le budget de l'UE 2016 a été géré.	
Mise en garde contre la chute du taux de vaccination dans l'UE	22
La baisse de confiance de l'opinion publique en matière de vaccination, qui représente un défi pour la santé publique, fera l'objet d'un débat mercredi.	
Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie	23
Autres sujets à l'ordre du jour	23

Emilie TOURNIER

BXL: (+32) 2 28 30578
STR: (+33) 3 881 72649
PORT: (+32) 473 55 74 66
ROLE: Attachée de presse
EMAIL: presse-FR@europarl.europa.eu

Baptiste CHATAIN

BXL: (+32) 2 28 40992
STR: (+33) 3 881 74151
PORT: (+32) 498 98 13 37
EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu

Nicolas DELALEU

BXL: (+32) 2 28 44407
STR: (+33) 3 88 17 20 97
PORT: (+32) 471 95 35 11
EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu

Wendy DE MONTIS

BXL: (+32) 2 28 31151
PORT: (+32) 470 87 02 64

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary>

Séance plénière

En savoir plus

- [Projet d'ordre du jour](#)
- [Suivre la séance en direct \(EbS+\)](#)
- [Europarl TV](#)
- [Conférences de presse et autres événements](#)
- [Centre multimédia](#)
- [EP Newshub](#)

Séance plénière

Emmanuel Macron débat de l'avenir de l'Europe avec les députés

Le Président de la République française, Emmanuel Macron, sera le quatrième dirigeant européen à débattre de l'avenir de l'Europe avec les députés et le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, mardi matin.

[Emmanuel Macron](#) a été ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique d'août 2014 à août 2016. Fondateur du mouvement « En Marche ! », créé le 6 avril 2016, il l'a dirigé jusqu'à sa victoire à l'élection présidentielle. Le 7 mai 2017, Emmanuel Macron est devenu le huitième Président de la Vème République française.

Il s'agira du quatrième d'une série de débats entre les chefs d'État et de gouvernement de l'UE et les députés européens sur l'avenir de l'Union européenne, après le Premier ministre irlandais [Leo Varadkar](#) le 17 janvier, le Premier ministre croate [Andrej Plenković](#) le 6 février, et le Premier ministre portugais [António Costa](#) le 14 mars.

Le prochain dirigeant européen à s'adresser à la plénière sera le Premier ministre belge, Charles Michel, lors de la session plénière de mai à Bruxelles.

Débat: mardi 17 avril

#FutureofEurope @EmmanuelMacron

En savoir plus

- [Biographie du Président de la République française, Emmanuel Macron](#)
- [Élysée](#)
- [L'avenir de l'Europe en débat](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits – Avenir de l'Europe](#)
- [Accréditation pour la presse](#)

Séance plénière

Facebook: les députés se penchent sur l'utilisation abusive des données personnelles de citoyens européens

Suite au scandale Facebook-Cambridge Analytica, les députés débattent de la protection des données et de la vie privée des citoyens en plénière mercredi.

Les députés souligneront l'importance de la protection des données comme ligne de défense contre la manipulation électorale. Ils devraient aussi appeler les dirigeants de Facebook à se présenter devant le Parlement européen.

Cambridge Analytica est accusée d'avoir obtenu les données Facebook de millions d'utilisateurs sans leur autorisation afin de les cibler pendant l'élection présidentielle américaine de 2016. Au total, les informations Facebook de quelque 87 millions d'utilisateurs, dont 2,7 millions dans l'UE, auraient pu être obtenues de façon abusive.

Le Président du PE, Antonio Tajani, a invité le PDG de Facebook, Mark Zuckerberg, au Parlement après que le scandale a éclaté. La commission des libertés civiles du Parlement a aussi invité l'entreprise à clarifier la situation et ses conséquences sur la protection des données des citoyens européens.

Débat: mercredi 18 avril

Procédure: débat avec le Conseil et la Commission, sans résolution

#dataprotection

En savoir plus

- [Facebook: Le Parlement se penche sur l'utilisation abusive des données personnelles \(27.03.2018\)](#)
- [Facebook et la crise des données: déclaration du Président du PE, Antonio Tajani](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits - Protection des données](#)

Séance plénière

Économie circulaire: encourager le recyclage et réduire la mise en décharge

La part des déchets municipaux à recycler passera de 44% aujourd'hui à 55% d'ici 2025, conformément à une législation sur l'économie circulaire qui sera mise aux voix mercredi.

L'amélioration de la gestion des déchets peut avoir des effets positifs sur l'environnement, le climat et la santé humaine, mais pas seulement. Les quatre textes législatifs s'inscrivent dans le cadre d'un changement de la politique européenne vers une économie circulaire, c'est-à-dire un système dans lequel la valeur des produits, des matériaux et des ressources est maintenue dans l'économie aussi longtemps que possible.

D'ici 2025, au moins 55% des déchets municipaux (provenant des ménages et des entreprises) devraient être recyclés, selon le texte. L'objectif passera à 60% d'ici 2030 et à 65% d'ici 2035. 65% des matériaux d'emballage devront être recyclés d'ici 2025 et 70% d'ici 2030. Des objectifs distincts sont fixés pour les matériaux d'emballage spécifiques, tels que le papier et le carton, le plastique, le verre, le métal et le bois.

En 2016, la France a recyclé et/ou composté 42% de ses déchets municipaux, alors que 22% ont été mis en décharge et 36% incinérés. La Belgique a quant à elle recyclé et/ou composté 54% de ses déchets municipaux, contre 1% mis en décharge et 45% incinérés. Pour sa part, le Luxembourg a recyclé et/ou composté 48,5% de ses déchets municipaux, mis 17% en décharge et incinéré 34,5%.

Mise en décharge

Par ailleurs, le projet législatif limite la part de déchets municipaux qui peuvent être mis en décharge à maximum 10% d'ici 2035. En 2014, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, les Pays-Bas et la Suède avaient déjà atteint cet objectif.

Contexte: qu'est-ce que l'économie circulaire?

L'économie circulaire implique la réduction au minimum des déchets ainsi que la réutilisation, la réparation, la remise à neuf et le recyclage des matériaux et produits existants. Le passage à une économie circulaire réduira la pression sur l'environnement, renforcera la sécurité de l'approvisionnement en matières premières, augmentera la compétitivité, l'innovation et la croissance, et créera de l'emploi.

Débat: mardi 17 avril

Vote: mercredi 18 avril

Procédure: procédure législative ordinaire

Conférence de presse: mercredi 18 avril à 14 heures (à confirmer)

#waste #circulareconomy

En savoir plus

- [Service de recherche du PE: train de mesures sur l'économie circulaire \(février 2017, en anglais\)](#)
- [Statistiques: déchets municipaux mis en décharge, incinérés, recyclés et compostés dans l'UE28 de 1995 à 2016 \(en anglais\)](#)
- [Fiche de procédure - Emballages et déchets d'emballages: efficacité d'utilisation des ressources](#)

Séance plénière

- [Fiche de procédure - Véhicules hors d'usage; piles et accumulateurs et déchets de piles et accumulateurs; déchets d'équipements électriques et électroniques: efficacité d'utilisation des ressources](#)
- [Fiche de procédure - Mise en décharge des déchets: efficacité d'utilisation des ressources](#)
- [Fiche de procédure - Déchets: efficacité d'utilisation des ressources](#)
- [Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(27.02.2018\)](#)
- [Profil de la rapporteure Simona Bonafè \(S&D, IT\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Protection nationale de l'environnement et projets de foresterie: vote final

D'ici 2030, le CO2 émis par les secteurs du transport, de l'agriculture, de la construction et des déchets doit être réduit de 30%, et les émissions de CO2 doivent être compensées par le CO2 absorbé par les forêts et l'utilisation des terres.

Tels sont les objectifs des deux projets législatifs qui feront l'objet d'un vote final mardi.

Les objectifs de l'UE doivent être traduits en objectifs nationaux contraignants pour les secteurs non couverts par le système d'échange de quotas d'émission de l'Union, à savoir l'agriculture, le transport, la construction et les déchets, qui représentent à eux seuls environ 60% des émissions de gaz à effet de serre de l'UE.

Ces réductions contribueront à atteindre l'objectif global auquel s'est engagée l'UE, dans le cadre de l'accord de Paris sur le changement climatique, de réduction de 40% des émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs par rapport aux niveaux de 1990.

La foresterie comme outil pour lutter contre le changement climatique

Le Parlement se prononcera également sur une législation distincte visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre issues de l'utilisation des terres et de la foresterie et à augmenter le niveau des émissions absorbées par les forêts pour lutter contre le changement climatique.

La législation proposée établirait des règles selon lesquelles les États membres devraient s'assurer que la déforestation est compensée par la plantation de nouveaux arbres, et prévoit des mesures visant à développer le secteur afin d'accroître l'absorption de CO2 par les forêts, les terres cultivées et les prairies. Les députés ont renforcé ces dispositions en ajoutant qu'à partir de 2030, les États membres devraient augmenter l'absorption de CO2 afin de dépasser les émissions, conformément aux objectifs à long terme de l'UE et à l'accord de Paris.

Débat: lundi 16 avril

Vote: mardi 17 avril

Procédure: procédure législative ordinaire

Conférence de presse: mardi 17 avril à 15 heures (à confirmer)

#EUESR #LULUCF #ParisAgreement

En savoir plus

- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(24.01.2018\)](#)
- [Profil du rapporteur Gerben-Jan Gerbrandy \(ADLE, NL\)](#)
- [Profil du rapporteur Norbert Lins \(PPE, DE\)](#)
- [Fiche de procédure – Législation sur la répartition de l'effort](#)
- [Fiche de procédure – UTCATF](#)
- [Service de recherche du PE – Règlement sur la répartition de l'effort, 2021-2030: limiter les émissions de carbone des États membres \(en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE – Utilisation des terres dans le contexte du cadre en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030 \(en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Encourager les économies d'énergie dans les bâtiments de l'UE

La plénière se prononcera sur de nouvelles règles visant à garantir une efficacité énergétique maximale dans les bâtiments de l'UE d'ici 2050.

Conformément aux règles mises à jour, les États membres devraient élaborer des stratégies nationales à long terme pour soutenir la rénovation des bâtiments résidentiels et non résidentiels. Ils devraient par ailleurs suivre une feuille de route nationale vers un parc immobilier national fortement décarboné d'ici 2050, comprenant des jalons indicatifs pour 2030 et 2040.

Stimuler l'électromobilité et réduire les émissions de gaz à effet de serre

Les nouvelles mesures exigeraient aussi:

- des infrastructures d'électromobilité, notamment le câblage pour recharger les véhicules électriques dans les nouveaux bâtiments non résidentiels;
- une référence à l'objectif de réduction des émissions dans l'UE de 80 à 95%; et
- un outil "indicateur d'intelligence" mesurant la flexibilité des bâtiments neufs pour s'adapter aux besoins des occupants et réduire leur consommation d'énergie.

Contexte

La directive actualisée sur la performance énergétique des bâtiments est la première des huit propositions législatives du paquet "[Une énergie propre pour tous les Européens](#)". Lancé en novembre 2016, ce paquet a fait l'objet d'un accord provisoire entre les négociateurs du PE et du Conseil le 19 décembre, qui a été approuvé par le Conseil lors du Coreper du 31 janvier.

Vote: mardi 17 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord en première lecture

#energyunion #energyefficiency #EPBD

En savoir plus

- [Communiqué de presse sur le résultat des négociations interinstitutionnelles \(19.12.2017\) \(en anglais\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Étude du service de recherche du PE \(en anglais\)](#)
- [Projet de résolution](#)
- [Profil du rapporteur Bendt Bendtsen \(PPE, DK\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Assassinat de Ján Kuciak: des mesures sont nécessaires pour protéger les journalistes dans l'UE

Suite à l'assassinat du journaliste d'investigation Ján Kuciak et de sa fiancée Martina Kušnírová, les députés appelleront jeudi à des mesures visant à renforcer la protection des journalistes dans toute l'UE.

Pendant un débat en plénière le 14 mars, les députés ont **demandé** une enquête indépendante, internationale et approfondie sur le double meurtre afin de traduire les responsables en justice. Ils ont insisté sur l'amélioration des règles tant au niveau national qu'eupéen, dans le but de garantir la sécurité des journalistes, des blogueurs et des lanceurs d'alerte.

La résolution se basera également sur les **conclusions** d'une délégation ad hoc de six **députés qui se sont rendus en Slovaquie** les 8 et 9 mars pour examiner la situation sur le terrain.

Lors de sa session plénière du 28 février, le Parlement a observé une **minute de silence** pour honorer la mémoire de M. Kuciak et de Mme Kušnírová. Son président Antonio Tajani a **fermement condamné** les assassinats, soulignant que la liberté de la presse devait être garantie et appelant les autorités slovaques à découvrir la vérité.

Débat: mercredi 14 mars

Vote: jeudi 19 avril

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission suivies d'un débat (14/03) et résolution non législative (19/04)

#JanKuciak #AllForJan

En savoir plus

- [Fiche de procédure](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits: liberté de la presse](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits: UE-Slovaquie](#)

Séance plénière

Alimentation bio: de nouvelles règles européennes pour soutenir le secteur

De nouvelles règles sur la certification et l'étiquetage des produits alimentaires biologiques seront débattues mercredi et votées jeudi. Elles devraient contribuer à accroître la production biologique dans l'UE.

La nouvelle législation européenne sur la production biologique et l'étiquetage, telle que conclue par les négociateurs du Parlement et les gouvernements de l'UE en juin 2017, améliorera les contrôles tout au long de la chaîne d'approvisionnement, garantira que tous les produits biologiques importés soient conformes aux normes strictes de l'UE, et permettra aux petits producteurs d'obtenir une certification de groupe afin de leur faire gagner du temps et de l'argent lorsqu'ils se tournent vers l'agriculture biologique. L'objectif est aussi d'accroître l'offre de semences et d'animaux biologiques sur le marché.

Afin d'éviter la contamination par des pesticides chimiques ou des engrais synthétiques, les agriculteurs devront appliquer de nouvelles mesures de précaution ou risquer de perdre le statut bio pour leurs produits. Comme auparavant, les États membres pourraient introduire des seuils spécifiques à l'agriculture biologique en ce qui concerne les traces de contamination pour leurs producteurs.

Les exploitations mixtes, c'est-à-dire celles qui produisent à la fois des aliments conventionnels et biologiques, pourraient continuer à travailler de cette façon, à condition que les deux activités agricoles soient séparées de manière claire et réelle.

Vous trouverez de plus amples détails sur les nouvelles règles en consultant ce [communiqué de presse](#) et cette [note d'information](#) (en anglais). Si les règles sont approuvées par les députés et les ministres de l'UE, elles s'appliqueront à partir de janvier 2021.

Débat: mercredi 18 avril

Vote: jeudi 19 avril

Procédure: procédure législative ordinaire (codécision), accord en première lecture

Type de document: règlement

#Organicfood

En savoir plus

- [Texte du règlement conclu de façon provisoire \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission donnant le feu vert au texte conclu \(22.11.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Martin Häusling \(Verts/ALE, DE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Alimentation bio: des contrôles plus stricts et une concurrence plus équitable \(article et infographies, en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - Législation sur l'agriculture biologique \(mars 2018, en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Homologation des voitures: de nouvelles règles de l'UE pour éviter d'autres fraudes en matière d'émissions de gaz à effet de serre

Le Parlement devrait approuver de nouvelles règles en matière de "réception par type" de véhicules afin de garantir que les voitures sur les routes soient propres et sûres.

Les négociateurs du Parlement et du Conseil ont conclu un accord provisoire en décembre sur des règles révisées concernant la réception et les contrôles des véhicules, afin de corriger les faiblesses qui ont abouti au scandale des émissions. Les nouvelles règles seront votées en plénière jeudi.

Le règlement renforcera la surveillance européenne du système d'homologation des véhicules pour veiller à ce que les règles actualisées soient appliquées de façon uniforme et efficace dans l'ensemble de l'UE. En clarifiant les responsabilités des autorités nationales chargées de la réception par type, des centres d'essais et des organismes de surveillance du marché, le texte vise à accroître leur indépendance et éviter les conflits d'intérêts.

Chaque pays de l'UE sera tenu de mener, tous les ans, un nombre minimum de contrôles des véhicules. La Commission européenne pourrait en outre effectuer des essais et des inspections de véhicules afin d'en vérifier la conformité et d'infliger aux constructeurs automobiles des amendes administratives pouvant aller jusqu'à 30 000 euros par véhicule non conforme.

Contexte

La "réception par type" de véhicules est le processus par lequel les autorités nationales certifient qu'un modèle de véhicule répond à toutes les exigences de l'UE en matière de sécurité, d'environnement et de production avant sa mise sur le marché.

Débat: mercredi 18 avril

Vote: jeudi 19 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), accord en première lecture

#CleanerCars

En savoir plus

- [Texte de l'accord provisoire \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse suite à l'accord en trilogue \(07.12.2017\) \(en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Daniel Dalton \(ECR, UK\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Véhicules à moteur: nouvelles règles en matière de réception et de surveillance du marché \(en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Rendre publiques les informations sur les bénéficiaires effectifs finaux d'entreprises

À l'avenir, tout citoyen pourrait avoir accès à des informations sur les propriétaires réels d'entreprises opérant dans l'UE. La proposition s'inscrit dans le cadre de la cinquième mise à jour de grande ampleur de la directive européenne sur la lutte contre le blanchiment d'argent, dont les députés débattront mercredi avant le vote prévu jeudi.

Si les députés donnent leur consentement, ce sera la première fois que les citoyens pourront accéder aux données relatives aux bénéficiaires effectifs d'entreprises - une mesure visant à éradiquer les arrangements financiers opaques derrière les sociétés "boîtes aux lettres".

D'autres mesures comprennent une réglementation plus stricte des monnaies virtuelles, comme les bitcoins, ainsi que la protection des lanceurs d'alerte qui signalent le blanchiment d'argent.

Débat: mercredi 18 avril

Vote: jeudi 19 avril

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire)

#AMLD

En savoir plus

- [Projet de rapport sur la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme - transparence des transactions financières et des entreprises](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(29.01.2018, en anglais\)](#)
- [Profil de la rapporteure Judith Sargentini \(Verts/ALE, NL\)](#)
- [Profil du rapporteur Krišjānis Kariņš \(PPE, LV\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Train législatif \(en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Débat sur le sommet européen du mois de mars

Mercredi matin, les députés débattront des conclusions de la réunion des dirigeants de l'UE des 22-23 mars à Bruxelles avec le Président du Conseil européen, Donald Tusk. Le sommet s'est concentré sur le commerce, les négociations relatives au Brexit, la fiscalité, l'Europe numérique et la réforme de la zone euro.

Lors de la réunion de mars, les dirigeants de l'UE, réunis sous le format UE27, ont adopté des lignes directrices sur le cadre des futures relations entre l'Union et le Royaume-Uni après le Brexit. Ils ont également condamné fermement l'empoisonnement de l'ex-espion russe Sergei Skripal et de sa fille Yulia à Salisbury ainsi que l'utilisation d'armes chimiques en toutes circonstances.

Débat: mercredi 18 avril

Procédure: débat avec le Conseil et la Commission

#Brexit #EUCO @eucopresident @EU2018BG #eurozone #Fairtaxation

En savoir plus

- [Conclusions du sommet européen des 22-23 mars 2018](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Examen de la nomination du secrétaire général de la Commission européenne

Les députés s'apprêtent à voter une résolution sur les leçons à tirer et la voie à suivre suite à la nomination controversée du secrétaire général de la Commission européenne, Martin Selmayr.

La résolution s'appuie sur [une série de questions écrites](#) posées par les députés, auxquelles la Commission européenne a déjà répondu, ainsi que sur l'audition de Günther Oettinger, commissaire européen en charge du budget et des ressources humaines.

La résolution fait suite à un [débat](#) organisé lors de la mini-session de mars. Lors de ce débat, plusieurs députés ont affirmé que la procédure ayant abouti à la nomination de M. Selmayr au poste de secrétaire général à compter du 1er mars manquait d'intégrité et de transparence. Une opinion réitérée lors de l'audition de M. Oettinger.

Suite au débat en plénière, la [Conférence des Présidents](#) du Parlement (réunissant le Président et les dirigeants des groupes politiques) a demandé à la commission du contrôle budgétaire de rédiger et de présenter une résolution. La commission se prononcera sur la résolution lundi 16 avril, avant le vote en plénière mercredi 18 avril.

Débat: lundi 12 mars

Vote: mercredi 18 avril

Procédure: résolution non législative

En savoir plus

- [Profil de la rapporteure Ingeborg Gräßle \(PPE, DE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Dossier thématique de la commission du contrôle budgétaire – Projet de résolution, amendements déposés et autres documents \(en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

De nouvelles règles de financement pour les partis politiques européens

De nouvelles règles visant à garantir une utilisation correcte des fonds publics lors du financement des fondations et partis politiques européens seront mises aux voix mardi.

Le règlement proposé interdirait aux particuliers de créer des partis européens - en n'autorisant que les partis nationaux à le faire. L'objectif est d'éviter que des membres individuels d'un parti national ne forment plus d'un parti européen afin de maximiser l'accès aux financements publics.

Par ailleurs, le Parlement européen devrait être mieux à même de recouvrer les montants indûment payés et les personnes coupables de fraude seraient tenues de rembourser les fonds indûment dépensés.

Vote: mardi 17 avril

Procédure: procédure législative ordinaire

En savoir plus

- [Projet de résolution sur le financement des partis politiques européens et des fondations politiques européennes](#)
- [Communiqué de presse suite à l'accord provisoire entre le Parlement et le Conseil \(27.02.2018\)](#)
- [Profil du rapporteur Rainer Wieland \(PPE, DE\)](#)
- [Profil de la rapporteure Mercedes Bresso \(S&D, IT\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

L'UE doit financer les organisations de la société civile afin de sauvegarder les valeurs européennes

Mardi, les députés appelleront à un nouvel instrument pour les valeurs européennes, afin de soutenir les organisations de la société civile qui sont actives aux niveaux local et national pour promouvoir et protéger les valeurs fondamentales.

Les députés devraient demander à l'UE de mettre en place un instrument de financement - l'instrument pour les valeurs européennes - dans le but de promouvoir et de protéger les valeurs de l'UE, en particulier la démocratie, la liberté, l'État de droit et les droits fondamentaux, au sein du budget de l'UE dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP).

Le nouvel instrument devrait compléter les fonds européens déjà existants et être financé par de nouvelles ressources.

Contexte

L'UE fournit un financement direct - l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme - aux organisations de la société civile (OSC) qui opèrent dans des pays tiers avec l'objectif de promouvoir les valeurs de l'UE. Mais les fonds destinés aux OSC promouvant les valeurs de l'UE sur son territoire sont très limités, en particulier pour les OSC opérant aux niveaux local et national.

Débat: mardi 17 avril

Vote: jeudi 19 avril

Procédure: résolution non législative

#fundamentalrights

Séance plénière

Lutter contre l'inégalité des genres dans les médias et émanciper les femmes par le secteur numérique

Les pays de l'UE devraient surveiller la présence et l'avancement des femmes dans les médias et la Commission européenne devrait agir pour traiter la fracture numérique entre les hommes et les femmes, devraient affirmer les députés lors un débat lundi.

Les États membres devraient appliquer les législations existantes relatives à l'égalité des genres et soutenir des mesures d'incitation, notamment des quotas, pour une représentation équitable des femmes et des hommes dans le secteur des médias, qui emploie actuellement plus d'un million de personnes dans l'UE, affirme le projet de résolution qui sera mis aux voix mardi.

Lors d'un débat commun, les députés interrogeront la Commission européenne sur l'autonomisation des femmes par le secteur numérique et sur la façon dont elle compte réduire la fracture numérique persistante entre les hommes et les femmes en ce qui concerne les compétences de base et avancées et la proportion de personnes employées dans le secteur des TIC.

Contexte

En 2015, 68% des diplômés en journalisme et information dans l'UE étaient des femmes. Pourtant, elles ne représentent que 40% des personnes employées dans le secteur des médias. Seulement 37% des articles d'information sont écrits par des femmes, un chiffre qui n'a pas augmenté depuis dix ans.

Un rapport de 2013 de la Commission européenne démontrait qu'une participation égale des femmes dans le secteur des TIC permettrait de contribuer à l'économie de l'UE à hauteur de 9 milliards d'euros chaque année.

Débat: lundi 16 avril

Vote: mardi 17 avril

Procédure: résolution non législative (égalité des genres dans les médias) et question avec demande de réponse orale à la Commission, avec résolution (émancipation des femmes par le secteur numérique)

#gendergap

En savoir plus

- [Rapport sur l'égalité des genres dans le secteur des médias dans l'UE \(en anglais\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Profil de la rapporteure Michaela Šojdrová \(PPE, CZ\)](#)
- [Question avec demande de réponse orale à la Commission – Émancipation des femmes et des filles par le secteur numérique](#)
- [Profil de la rapporteure Agnieszka Kozłowska-Rajewicz \(PPE, PL\)](#)
- [Service de recherche du PE – Focus sur l'égalité des genres dans les médias et le numérique](#)
- [EuroparlTV – Accroître la présence des femmes dans les médias](#)
- [Étude sur les causes sous-jacentes de la fracture numérique entre les hommes et les femmes et les solutions possibles pour l'amélioration de l'inclusion numérique des femmes et des filles \(mars 2018, en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Les députés voteront pour des outils de politique extérieure de l'UE plus efficaces

Les instruments de financement extérieur de l'UE devraient être plus stratégiques et flexibles afin de renforcer la position de l'UE dans le monde, diront les députés dans une résolution débattue mardi et mise aux voix mercredi.

Pour renforcer l'UE en tant qu'acteur mondial, les [instruments de financement extérieur](#), la colonne vertébrale des objectifs de la politique extérieure de l'UE dans le cadre de l'actuel cadre financier pluriannuel (CFP), doivent être remodelés après 2020, devraient exhorter les députés lors d'un débat mardi après-midi avec la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini.

Les députés profiteront de l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre des instruments de financement extérieur pour appeler à des outils plus transparents, responsables, efficaces et flexibles, dans le but de renforcer les valeurs et les intérêts de l'UE à travers le monde. Ils devraient également demander à améliorer le contrôle parlementaire, notamment l'accès à des informations plus détaillées sur la mise en œuvre des instruments.

Contexte

Sur une période de sept ans, entre 2014 et 2020, l'UE a consacré 51,8 milliards d'euros à son action extérieure. Une large partie de ce financement, soit 32 milliards d'euros, est dépensée via des [instruments de financement extérieur](#).

Débat: mardi 17 avril

Vote: mercredi 18 avril

Procédure: résolution non législative

@FedericaMog

En savoir plus

- [Projet de résolution sur la mise en œuvre des instruments de financement extérieur de l'UE: examen 2017 à mi-parcours et architecture pour l'après-2020 \(en anglais\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Rapporteuse du PE, Marietje Schaake \(ADLE, NL\)](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission - Les instruments de financement extérieur de l'UE devraient mieux être mis en œuvre, déclarent les députés de la commission des affaires étrangères \(20.03.2018, en anglais\)](#)
- [Étude du service de recherche du PE – Les instruments de financement extérieur de l'UE et l'architecture pour l'après-2020: évaluation de la mise en œuvre européenne \(février 2018, en anglais\)](#)
- [Audition sur les instruments de financement de l'action extérieure de l'UE \(01.02.2018\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Débat sur la Syrie, la Russie et les négociations de paix avec la Corée du Nord

L'escalade de la guerre en Syrie, après l'attaque présumée aux armes chimiques à Douma, dans la banlieue de Damas, fera l'objet d'un débat mardi après-midi avec la chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini. Un autre débat suivra sur la situation en Russie et la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

Syrie

Pendant la session plénière de mars, les députés ont [pointé du doigt le régime d'Assad, la Russie et l'Iran pour les crimes odieux commis en Syrie](#). L'offensive du régime syrien contre la Ghouta orientale tenue par les rebelles, notamment l'utilisation présumée d'armes chimiques, est une preuve de l'escalade de la violence, ont déclaré les députés.

Russie

Après la réélection du Président russe Vladimir Poutine pour un deuxième mandat consécutif en mars, les députés feront le point sur la situation en Russie et sur son ambition de maintenir un programme international agressif: le soutien au régime d'Assad, l'annexion en cours de la Crimée, l'ingérence dans les élections des pays occidentaux ou encore l'utilisation présumée de l'agent nerveux Novichok contre l'ancien espion russe Sergei Skripal et sa fille. Le débat fera l'objet d'une résolution qui sera mise aux voix lors de la première session plénière de mai.

Péninsule coréenne

Les députés débattront du rôle de l'UE dans la facilitation des pourparlers de paix dans la péninsule coréenne, qui seront abordés lors du sommet intercoréen d'avril et du sommet États-Unis-Corée du Nord en mai.

Une délégation de la commission des affaires étrangères du PE, menée par son président [David McAllister \(PPE, DE\)](#), s'est rendue du 2 au 6 avril au Japon et en République de Corée, notamment dans la zone démilitarisée près de la frontière avec la Corée du Nord. La délégation a plaidé pour [un nouvel élan dans les négociations de paix et la dénucléarisation dans la péninsule coréenne](#), exhortant à maintenir la pression sur la Corée du Nord jusqu'à ce qu'elle produise des résultats concrets.

Débat: mardi 17 avril

Vote: session mai I (Russie)

Procédure: déclaration de la haute-représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

#Syria #Russia #Ghouta #NorthKorea

En savoir plus

- [Résolution du Parlement sur la Syrie \(mars 2018\)](#)
- [Service de recherche du PE – Façonner l'avenir de la Syrie \(mars 2017, en anglais\)](#)
- [Fiche technique de l'UE sur les relations avec la Russie \(février 2018\)](#)
- [Étude sur la prolifération nucléaire dans l'Asie du nord-est \(mars 2017, en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE – Corée du Nord: les scénarios possibles \(septembre 2017, en anglais\)](#)

Séance plénière

Vote final sur la gestion du budget de l'UE

Les députés évalueront au travers d'un vote jeudi la façon dont le budget de l'UE 2016 a été géré.

Le Parlement se prononcera sur 53 rapports de décharge couvrant toutes les institutions de l'UE ainsi que les agences, les entreprises communes et le Fonds européen de développement.

Lors du vote en commission, les députés en charge du contrôle budgétaire ont proposé de reporter la décharge du Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO), du Conseil et du Conseil européen, et ont approuvé la gestion budgétaire de toutes les autres institutions.

L'EASO fait l'objet d'une enquête de l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et la Cour des comptes a précédemment [pointé des dysfonctionnements](#) dans les procédures de passation des marchés de l'EASO. Le Conseil européen et le Conseil, qui se sont vus refuser la décharge depuis sept ans, n'ont pas fourni au Parlement les informations nécessaires à la prise de décision.

La décharge budgétaire est l'adoption finale de l'exécution du budget pour une année donnée. Le Parlement européen peut accorder, ajourner ou refuser la décharge. Si elle est ajournée, le Parlement peut demander à l'institution concernée de fournir des informations supplémentaires avant d'adopter une décision finale plus tard dans l'année. Accorder la décharge clôt l'exercice budgétaire d'une année donnée.

Débat: mercredi 18 avril

Vote: mercredi 18 avril

Procédure: décharge budgétaire

#EUBudget

En savoir plus

- [Fiches de procédure \(53 rapports\)](#)
- [Commission du contrôle budgétaire – Décharge 2016](#)
- [Think tank du PE – La procédure de décharge pour le budget de l'UE: contrôle politique de l'exécution du budget \(21.04.2016, en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - Décharge 2016: Commission européenne et agences exécutives \(11.04.2018, en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - Décharge 2016: institutions européennes autres que la Commission \(11.04.2018, en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - Décharge 2016: agences décentralisées et entreprises communes de l'Union \(11.04.2018, en anglais\)](#)
- [Étude approfondie - Un budget axé sur la performance comme moyen pour améliorer les dépenses de l'UE \(16.03.2018, en anglais\)](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Mise en garde contre la chute du taux de vaccination dans l'UE

La baisse de confiance de l'opinion publique en matière de vaccination, qui représente un défi pour la santé publique, fera l'objet d'un débat mercredi.

Le Parlement adoptera une résolution jeudi.

Le projet de texte de la commission de l'environnement et de la santé publique souligne que les données épidémiologiques démontrent des écarts significatifs dans l'acceptation des vaccins dans diverses régions. Ce qui entraîne des taux de couverture insuffisants pour assurer une protection adéquate du public contre les maladies évitables par la vaccination.

Les députés précisent qu'une plus grande transparence en matière d'évaluation des vaccins, de leurs effets secondaires possibles et de leurs adjuvants, ainsi que le financement de programmes de recherche indépendants contribueraient à restaurer la confiance dans la vaccination.

Contexte

La vaccination permet d'éviter environ 2,5 millions de morts par an dans le monde et réduit les coûts des traitements des maladies, notamment les traitements antibiotiques. Durant la période 2008-2015, on a dénombré en Europe 215 000 cas de maladies évitables par la vaccination, notamment la grippe.

La Commission européenne devrait présenter une initiative visant à renforcer la coopération sur les maladies évitables par la vaccination au second trimestre 2018.

Débat: mercredi 18 avril

Vote: jeudi 19 avril

Procédure: questions orales au Conseil et à la Commission, avec résolution

#vaccinehesitancy #vaccination

En savoir plus

- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission \(20.03.2018\)](#)
- [Réticence à la vaccination et baisse des taux de vaccination en Europe: extraits du vote, déclarations des co-rapporteurs et plans d'illustration](#)
- [Photos et produits audiovisuels gratuits](#)

Séance plénière

Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie, le jeudi 19 avril vers 10h00, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:

- Biélorussie;
- Philippines; et
- Situation dans la bande de Gaza.

Débats et votes: jeudi 19 avril

Procédure: résolutions non législatives

#humanrights #democracy

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Calendrier du Parlement et élections européennes 2019, vote mercredi;
- Stratégie européenne pour la promotion des cultures protéagineuses, Denanot, débat lundi, vote mardi;
- Renforcement de la cohésion économique, sociale et territoriale dans l'UE, Joulaud, débat lundi, vote mardi;
- Accord-cadre UE-Australie, Millan, vote mardi;
- État d'avancement du pacte mondial des Nations unies pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et du pacte mondial des Nations unies sur les réfugiés, déclaration de la vice-présidente/haute représentante, débat mardi, vote mercredi;
- Mise en œuvre de la directive relative à la décision de protection européenne, Jimenez-Becerril Barrio, débat et vote jeudi;
- Violation des droits de l'homme et de l'État de droit dans le cas de deux soldats grecs arrêtés et détenus en Turquie, déclaration de la vice-présidente/haute représentante, débat mardi;
- Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme, Stevens, vote mercredi; et
- Mise en œuvre des dispositions du traité concernant les parlements nationaux, Rangel, débat mercredi, vote jeudi.